

Loïc Bardet à la tête de l'Union suisse des paysans



Le vice-syndic de Vulliens, et député PLR au Grand Conseil vaudois depuis 2022, a été choisi par le comité de l'USP pour succéder à Francis Egger qui prend une retraite partielle à fin juillet de cette année.

Loïc Bardet, âgé de 39 ans, directeur d'AGORA (organisation faîtière de l'agriculture romande) rejoindra, en août 2025, la direction de l'USP et prendra ses nouvelles fonctions à la tête du Département économie, formation et relations internationales.

Le valaisan Michel Darbellay est nommé au poste de directeur adjoint. Avec l'attribution de ces postes clés à deux francophones, l'USP renforce ainsi son ancrage en Suisse romande.

Quelques questions à Loïc Bardet

Le Courrier: Vice-syndic de Vulliens, député au Grand Conseil, directeur d'Agora et maintenant élu au comité de direction de l'USP, n'est-ce pas un peu trop pour un seul homme ?

Loïc Bardet: Concernant Agora, je vais arrêter comme cela a été annoncé aujourd'hui (vendredi 14 février, ndlr) dans Agri Hebdo. Du côté de la municipalité de Vulliens, la question se posera dans une année au terme de la législature, les premiers mois permettront de voir si la charge de travail est tenable ou pas. Comme je commence cet automne, viendra le moment alors de savoir si je me représente pour une nouvelle législature ou pas.

LC: Agora et USP semblent être des organisations identiques. Quelles sont leurs différences ?

LB: Agora représente le pendant romand de l'USP. Les fonctions ne sont pas identiques à 100 % mais les thématiques abordées sont sensiblement les mêmes, sauf qu'au sein de l'USP il s'agit d'œuvrer au niveau national.

LC: Plus personnellement, que représente pour vous ce nouveau poste ?

LB: Ça va surtout être un grand défi, la politique agricole

se décide surtout à Berne. Ces prochaines années la nouvelle politique agricole 2030 sera mise en place, on essaiera de faire passer nos idées. Les échanges réguliers, avec l'administration et les parlementaires fédéraux, pour essayer d'orienter les décisions politiques, comme le faisait déjà mon prédécesseur Francis Egger, représentent pour moi un défi intéressant.

LC: Avec votre arrivée à l'USP, et dans le cadre de la révolte agricole, Le monde de l'agriculture peut-il espérer de nouvelles avancées et quelles sont vos pistes pour le futur ?

LB: Vous savez, il faut savoir garder une certaine humilité. Ça n'est pas une personne seule qui va révolutionner les choses et de nombreuses critiques issues du monde agricole lors du siècle dernier sont hélas toujours d'actualité. D'ailleurs, dans les grandes lignes, les revendications de la révolte agricole sont les mêmes que celles portées depuis des années par la défense professionnelle. Dans le cadre de la future PA 2030, nous devons obtenir une simplification du système mais surtout un renforcement de la position des producteurs dans les mécanismes de marché. On parle beaucoup des paiements directs mais 80 % du chiffre d'affaires agricole vient de la vente des produits.